

DE L'ELDORADO AU III^e REICH

La vie et la mort d'une culture homosexuelle

par

Gérard Koskovich *

(Rédigé en 2006 ; revue et légèrement remanié en 2021)

Au mois d'avril 1945, les unités alliées avançant à travers l'Allemagne ont finalement mis fin au fantasme nazi d'un Reich de mille ans. Au cours de ces semaines mouvementées, la libération des camps de concentration a suscité les plus profonds sentiments de dégoût, même chez les vétérans endurcis au combat. Pour la plupart des forces alliées des soldats des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union soviétique et d'autres pays, les camps ont fourni la première preuve évidente du dispositif massif de terreur d'État au cœur du régime nazi face auquel ils avaient uni leurs forces pour le combattre.

Un soldat américain de 21 ans du nom de Robert Fleischer faisait partie des libérateurs de Dachau, le camp près de Munich qui avait été créé 12 ans plus tôt comme prototype du système national-socialiste de répression politique et sociale. Fleischer a rappelé plus tard l'expérience en ces termes :

« Les routes étaient encombrées de squelettes ambulants dans ces uniformes à rayures. Ils pouvaient à peine se traîner. J'ai essayé de leur parler, et ils ne connaissaient pas l'anglais. Tout à coup, il m'est venu à l'esprit de lui demander : " Du bist Juden ? " (" Êtes-vous juif ? "). Un homme a hoché la tête " Ja " et j'ai dit : " Moi aussi ". [Un autre prisonnier] est venu vers moi ... et il a commencé à m'embrasser la main. J'étais tellement bouleversée que je me suis dit : " Comment le monde a-t-il osé faire cela à deux êtres humains ? Qui suis-je pour qu'il me baise la main parce qu'il est libre ? " »
(1).

Fleischer avait immédiatement recherché des compatriotes juifs parmi les libérés, puisque l'idéologie nazie de l'antisémitisme avait déjà été reconnue et largement condamnée en dehors de l'Allemagne. Mais le jeune soldat n'avait aucun moyen de savoir qu'il pourrait chercher une autre catégorie de internés avec qui il partageait une affinité, une catégorie qui avait été parmi les premières à être internées à Dachau : des internés qui, comme Fleischer lui-même, étaient homosexuels.

Le témoignage de Fleischer rappelle l'invisibilité des victimes homosexuelles du régime nazi, situation qui a été aggravée par l'exclusion de ces victimes de la reconnaissance légale et de la mémoire historique dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Dans le même temps, ses paroles nous rappellent que le peuple juif était la cible principale d'Hitler. Si nous voulons comprendre l'idéologie et les mécanismes de répression sociale déployés contre les homosexuels par l'État nazi, nous devons donc regarder non seulement le contexte et les spécificités de cette répression, mais aussi sa relation avec les objectifs du régime par rapport au Génocide antisémite.

Émergence d'une minorité homosexuelle en Allemagne (1830-1920)

La campagne nazie de persécution anti-homosexuelle ne visait pas simplement des actes isolés ou des individus ; il visait plutôt des phénomènes sociaux et culturels généraux. Au siècle précédant la période nazie, les hommes homosexuels et les femmes lesbiennes en Allemagne avaient fini par être perçus comme une minorité culturelle contestée, une catégorie quelque peu indistincte groupée par affinités affectives, sexuelles et sociales, habitant des territoires urbains spécifiques, formant des réseaux sociaux, et poursuivant des objectifs culturels et politiques collectifs (2).

L'industrialisation de l'Allemagne des années 1830 aux années 1870 avait produit une énorme expansion des centres urbains reliés en un réseau national par de nouvelles lignes ferroviaires interurbaines. La population en plein essor de ces villes disposait d'une mobilité et d'une diversité qui facilitait l'émergence de nouveaux groupes sociaux. Par exemple, les dossiers de police du milieu du XIX^e siècle montrent des lieux de transit urbain et de rencontre anonymes, y compris les gares et les parcs publics, qui se développent rapidement comme autant d'espaces accessibles aux hommes à la recherche de relations sexuelles avec d'autres hommes.

Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, les rencontres clandestines, risquées et quelque peu aléatoires de ce type se sont développées en une sous-culture homosexuelle de plus en plus distincte à mesure que la classe moyenne et la classe ouvrière acquéraient un minimum de temps de loisir et développaient des lieux commerciaux pour des échanges sociaux à l'extérieur de chez soi. Par exemple, dans les années 1880, dans les grandes villes allemandes, des cafés dispersés desservant une clientèle d'hommes homosexuels facilitaient les contacts sexuels et permettaient l'apparition de réseaux sociaux durables.

Les institutions de pouvoir de la société allemande ne considéraient pas cette réorganisation du terrain du sexe et du genre comme négligeable. Le système juridique, par exemple, a cherché à étendre sa réglementation des façons de vivre des hommes et du comportement sexuel en codifiant l'activité homosexuelle et ses diverses expressions sociales susceptibles d'être des infractions pénales. Après l'unification des États allemands indépendants en 1871, les lois prussiennes sévères contre le comportement homosexuel masculin ont été imposées dans tout le pays (3).

En revanche, la loi ne fait aucune mention des relations sexuelles entre femmes, ce qui n'est pourtant pas le signe d'une plus grande liberté pour les lesbiennes, car les femmes sont en général contrôlées, du fait de leur exclusion de la plupart des secteurs du marché du travail, des espaces publics, du pouvoir politique et culturel dominés par les hommes. La dépendance économique des femmes à l'égard de leur père ou de leur mari et les responsabilités imposées par la culture en matière d'entretien ménager, de procréation et d'éducation des enfants ont contribué à limiter l'expression sexuelle des lesbiennes et à détourner le regard anxieux des législateurs.

L'institution médicale en Allemagne a rapidement dépassé la loi dans ce domaine. Dans les années 1870, les médecins classaient les femmes et les hommes qui éprouvaient le désir homosexuel comme des dégénérés génétiques ou des cas de personnalité pathologique. De telles évaluations faisaient généralement des distinctions entre les cas d'inversion supposée innée et ceux où des individus auraient acquis des penchants homosexuels du fait du contexte libertin ou à la suite d'une séduction homosexuelle.

Dans la psychiatrie, un domaine émergent dirigé par des médecins allemands et autrichiens, des spécialistes ont publié des études pour élaborer ces théories et faire progresser leur démarche thérapeutique comme moyen de contrôle social plus efficace que les sanctions pénales. Leurs recherches mettaient généralement l'accent sur la menace sociale des comportements transgenres et sur le danger potentiel de contagion homosexuelle pour justifier une intervention thérapeutique et des contre-mesures d'hygiène sociale (4). Ces impératifs seraient poussés à leur extrême répression au temps du pouvoir nazi.

Des années 1880 à l'époque nazie, les organisations religieuses allemandes ont également mené des campagnes concertées de « pureté morale » contre des phénomènes qu'elles considéraient comme des preuves de vice et de décadence urbains. Ces campagnes visaient l'avortement, la prostitution, les publications et les divertissements à caractère sexuel, les femmes travaillant à l'extérieur de chez elles, les relations homosexuelles, bref, les signes de changement de mode de vie et de structures sociales caractéristiques de la vie moderne. Les efforts de pureté morale les plus importants ont été associés à la « Mission intérieure », l'organisation nationale protestante de protection sociale, qui a distribué des tracts, organisé des groupes de jeunes et fait pression contre une réforme juridique, et qui a préconisé la castration des délinquants sexuels (5).

Malgré de telles tentatives de régulation, les sous-cultures d'hommes homosexuels et de femmes lesbiennes ont continué à se développer dans les années précédant la Première Guerre mondiale, quoique sous une forme assez précaire. Cette évolution s'est fondée sur deux changements sociaux plus larges : l'émergence de l'érotisme en général vers la sphère publique et plus spécifiquement la sphère commerciale ; et le développement du travail pour les femmes dans les usines ou dans le domaine du secrétariat en pleine expansion, un mouvement qui, pour la première fois, offrait une indépendance économique à un nombre significatif de femmes de la classe ouvrière et de la classe moyenne.

Après le tournant du siècle en Allemagne, les espaces de vie homosexuelle, sociaux et intellectuels, se sont étendus pour inclure des cafés et des pâtisseries, des caves à bière, des boîtes de nuit, des saunas, des librairies, des clubs de sport et de loisirs, de petits hôtels, des immeubles d'appartements et des sections de quartiers. Dans certains cas, il s'agissait de milieux mixtes où l'ambiance allait de la simple tolérance à un accueil authentique ; dans d'autres, il s'agissait d'entreprises spécifiquement homosexuelles, souvent dirigées par des entrepreneurs eux-mêmes homosexuels. En 1914, Berlin comptait à elle seule une quarantaine de bars homosexuels dont un certain nombre s'adressaient particulièrement aux lesbiennes. Plusieurs revues homosexuelles paraissaient et il y avait un à deux mille prostitués masculins. Au début des années 1920, des développements similaires à plus petite échelle étaient apparus dans d'autres villes allemandes (6).

Pour les homosexuels dont l'expérience principale avait été l'isolement et la confusion, la découverte de la vie homosexuelle urbaine pouvait être une révélation. Pour citer un observateur contemporain, le Dr Magnus Hirschfeld (dont nous parlerons plus loin) « on a vu des uraniens arrivant du fond de leur province, pleurer d'attendrissement à ce spectacle (7) ». A Berlin, les homosexuels se retrouvaient dans la plus célèbre boîte-de-nuit homosexuelle avec sa revue travestie, de la fin des années 1920 et du début des années 1930 : les enseignes Art déco au néon sur la façade épelaient Eldorado, rappelant le mythique pays de l'or que les conquistadors avaient cherché en vain. Dans les territoires homosexuels richement développés de Berlin, beaucoup d'hommes homosexuels et de femmes lesbiennes de l'époque avaient sans doute le sentiment d'avoir trouvé leur propre Eldorado.

Les hommes, les femmes et la politique de l'homosexualité (1860-1920)

Les efforts pour organiser politiquement les homosexuels allemands sont apparus en même temps que les profonds changements sociaux qui se produisaient dans la seconde moitié du XIXe siècle. Pour les hommes homosexuels, cette lutte s'est développée avant tout comme un mouvement spécifique pour renverser le discours médical sur l'homosexualité pathologique en la transformant en une « identité homosexuelle » dé-pathologisée permettant l'égalité sociale. En revanche, l'organisation par les lesbiennes est apparue principalement dans le contexte du mouvement féministe plus large (8).

À partir des années 1860, l'avocat et journaliste Karl Heinrich Ulrichs (1825–1895) a publié une série de tracts pionniers demandant la fin de la persécution et identifiant les homosexuels masculins à une classe ayant des besoins culturels, sociaux et politiques spécifiques. Il a même créé tout un vocabulaire ce qu'il a vu comme des identités sexuelles distinctes comme les uraniens (homosexuels) et les dionens (hétérosexuels). En 1865, Ulrichs déclara :

« Je m'insurge. Je refuse d'accepter ce qui existe si je pense que c'est injuste. Je me bats pour une vie exempte de poursuites et de mépris. J'exhorte le grand public et l'État à reconnaître l'amour uranien comme égal à l'amour dionien congénital » (9).

La même année, il a rédigé en privé une proposition pour une « union uranienne », une société d'entraide pour les hommes homosexuels. Deux ans plus tard, dans une allocution sans précédent devant les 500 membres de la Société des juristes allemands, il a réclamé publiquement à l'abrogation des lois anti-homosexuelles ; les huées du public l'ont empêché de terminer sa déclaration (10).

Suite à ces premiers efforts, un groupe à Berlin dirigé par le Dr Magnus Hirschfeld (1867–1935) a fondé le Comité Scientifique et Humanitaire (*Wissenschaftlich-humanitären Komitee*) le 15 mai 1897. Dans un premier temps, Hirschfeld et ses partisans ont fait valoir que l'homosexualité résultait d'un trouble inoffensif du genre, inné, qui ne méritait aucune intervention légale ou médicale (11). La plus ancienne organisation de défense des droits des homosexuels connue, le Comité a pris comme objectif politique principal l'abrogation du Paragraphe 175 du Code pénal du Reich, la loi allemande interdisant les actes homosexuels entre hommes. Le Comité s'est également efforcé de sensibiliser le public au soutien de la recherche scientifique et à encourager le respect de soi parmi les membres du « troisième sexe » (12).

Cette approche scientifique et politique n'était pas la seule stratégie employée par le mouvement. Un deuxième groupe installé à Berlin, la Communauté des Particuliers (*Gemeinschaft der Eigenen*) fondé en 1903 par Adolf Brand (1874–1945), un écrivain et éditeur bisexuel, a mis l'accent sur la réforme culturelle et considérait le comportement homosexuel masculin lui-même comme un phénomène culturel plutôt que biologique. Brand a fondé son analyse sur les traditions classiques et allemandes des Lumières, mettant l'accent sur l'amitié passionnée entre hommes comme fondement de la vertu masculine, du raffinement esthétique, du développement intellectuel et de la citoyenneté. Les publications, salons et lectures publiques de la Communauté étaient ouvertement antimodernistes, conservateurs, nationalistes et misogynes. En plus, ils critiquaient parfois Hirschfeld et le Comité (13).

Le modèle des homosexuels s'organisant pour travailler pour le changement et pour subvenir à leurs besoins communs s'est progressivement répandu après le début du XXe siècle en Allemagne : au début des années 1920, quelque 25 organisations politiques, culturelles et sociales opéraient dans des villes du pays ; en grande partie, elles se trouvaient à mi-chemin politiquement et philosophiquement entre Hirschfeld et Brand. Le plus réussi d'entre eux fut sans aucun doute la Ligue des droits de l'homme (*Bund für Menschenrechte*), un groupe national mixte actif de 1923 à 1933 ; à son apogée la Ligue comptait environ 48 000 membres (14).

Les femmes ont travaillé dans une certaine mesure dans le cadre de ces groupes spécifiquement homosexuels, mais les lesbiennes politiquement actives à la fin du XIXe et au début du XXe siècle se sont plus souvent concentrées sur un programme féministe plus large, comprenant la réforme de l'éducation, l'accès au marché du travail et le suffrage des femmes. Elles travaillant dans des organisations qui accueillaient leurs volontés militantes tout en ignorant leur sexualité (15).

Dans un discours prononcé en 1904, l'organisatrice féministe Anna Rüling (pseudonyme de Théodora Anna Sprüngli, 1880–1953) décrivait la situation en ces termes :

« Depuis le début du mouvement des femmes jusqu'à nos jours, un nombre important de femmes homosexuelles ont assumé la direction des nombreuses luttes. Si l'on considère les contributions apportées au mouvement des femmes par les femmes homosexuelles depuis des décennies, il est étonnant que les grandes et influentes organisations du mouvement n'aient jamais levé le petit doigt pour améliorer les droits civils et le statut social de leurs nombreux membres Uraniens » (16).

Cette situation a commencé à changer vers 1910–1911, lorsque plusieurs organisations féminines à large assise ont ajouté les questions lesbiennes à leur ordre du jour, rejoignant le Comité scientifique et humanitaire et d'autres groupes pour faire échouer les efforts législatifs visant à criminaliser les actes homosexuels féminins (17).

Tant les organisations homosexuelles que les groupes de femmes de cette période ont émergé dans le contexte d'une vague beaucoup plus large de réformes sociales en Allemagne à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Connu sous le nom de « mouvement de réforme de la vie » (*lebensreformbewegung*), ce phénomène impliquait des efforts généralisés de la part de la classe moyenne pour répondre directement par l'assistance mutuelle et l'entraide aux changements dans les relations hommes-femmes et dans la famille et aux défis de la vie urbaine comme la pénurie de logements, la situation sanitaire, le chômage et l'isolement personnel (18).

Hirschfeld lui-même a combiné cet esprit de réforme avec des efforts stratégiques pour redéployer l'influence de la science et de la médecine au profit des homosexuels. En 1919, il a fondé l'Institut des sciences sexuelles (*Institut für Sexualwissenschaft*) à Berlin en tant que centre d'étude et de thérapie sexuelle à service complet, comprenant une bibliothèque, des archives, un musée et une clinique, ainsi que des programmes d'édition et de conférences destinées à un public large. En utilisant l'Institut comme base professionnelle et militante, Hirschfeld est devenu un sexologue internationalement reconnu et le défenseur allemand le plus visible de la réforme sexuelle et de la tolérance sociale pour les minorités sexuelles (19).

Réaction de la droite et montée au pouvoir des nazis (1920-1933)

Cette période de changement social et culturel en Allemagne a donné naissance à la sous-culture homosexuelle, au mouvement pour les droits homosexuels, au mouvement des femmes et aux mouvements sociaux progressistes en général. Elle a également provoqué de fortes réactions conservatrices, avec des appels concomitants à une réglementation stricte de la sexualité. Ayant entraîné la mort de près de 2 millions de soldats allemands et une défaite économiquement ruineuse, la Première Guerre mondiale a exacerbé ces tensions et ces polarités.

En 1918, la République démocratique de Weimar a remplacé le régime impérial. Sa mise en place a d'abord semblé promettre un changement progressif, mais les espoirs d'une réforme continue en Allemagne ont disparu à mesure que les conditions économiques se détérioraient. L'hyperinflation de 1922–1923, suivie du krach économique mondial de 1929, a ajouté un chômage massif aux perturbations produites par la guerre. Dans ces circonstances d'aggravation de la crise économique et du conflit social, les discours politiques réactionnaires sur l'antisocialisme, l'antisémitisme, la xénophobie et l'homophobie ont rapidement gagné du terrain (20).

Parmi les organisations promouvant une idéologie de droite de ce type figuraient les national-socialistes. Établi en 1920 avec la fusion de plusieurs petits groupes extrémistes de droite, le parti nazi a joué un rôle de plus en plus visible et agressif à mesure que la décennie avançait, attirant l'adhésion des masses allemandes à la recherche de solutions drastiques susceptibles de répondre aux bouleversements en cours. La Sturmabteilung ou « Section tempête » du parti (connu sous le nom de SA) recrutait directement de jeunes chômeurs, leur fournissant des uniformes, des repas et un sentiment d'appartenance sociale, tout en les déployant dans des gangs paramilitaires pour imposer la terreur contre les partis politiques adverses et les groupes minoritaires.

Dans les années qui ont précédé l'arrivée de leur parti au pouvoir, certains nazis de premier plan ont toléré le comportement privé de certains leaders qui étaient homosexuels. Une telle tolérance ne reflétait pas une prise de position idéologique ; les homosexuels étaient acceptés uniquement pour des raisons pragmatiques, au cas par cas. Dans le même temps, la plupart des membres et sympathisants du parti classaient sans équivoque et explicitement les homosexuels parmi les groupes censés être responsables de l'instabilité de la société allemande et de la faiblesse de l'État allemand.

En tant que juif, gauchiste, réformateur social et activiste homosexuel, Magnus Hirschfeld a été une des premières cibles de l'homophobie officielle du parti. En 1921, il a résisté aux perturbateurs en donnant une conférence à Munich, la ville qui était le point de départ du mouvement d'extrême droite. Dès qu'il a quitté la salle, une bande de jeunes voyous a attaqué par derrière le médecin de 52 ans en lui lançant des pierres. Un coup à la tête le rendit inconscient et il tomba sur le trottoir, saignant abondamment, son crâne fracturé. Alors que de nombreux Allemands ont répondu avec horreur, un journal de Dresde a fait ce commentaire terrible :

« Les mauvaises herbes ne meurent jamais. Le célèbre Dr Magnus Hirschfeld avait été suffisamment blessé pour être inscrit sur la liste des morts. Nous apprenons maintenant qu'il se remet de ses blessures. Nous n'hésitons pas à dire que nous regrettons que cet empoisonneur éhonté et horrible de notre peuple n'ait pas trouvé sa fin bien méritée » (21).

Malgré les avertissements de ses partisans, Hirschfeld a courageusement poursuivi ses apparitions publiques. En 1923, il a été chassé par un groupe de nazis qui a perturbé une conférence qu'il donnait à Vienne. Hirschfeld s'est échappé sans blessure, mais des membres du public ont été battus au cours de la mêlée (22). Tout au long de la décennie, Hirschfeld, son Institut des sciences sexuelles, le mouvement homosexuel et les homosexuels en général ont été la cible de fréquentes et violentes attaques dans les tabloïds populaires et les journaux nazis (23).

Empruntant leurs analyses à la science médicale et parfois au mouvement homosexuel lui-même, les idéologues nazis ont décrit les homosexuels comme des membres d'une classe psychologique ou biologique déviante, comme des participants à une sous-culture secrète, comme membres d'une communauté pseudo-ethnique ou comme des participants à une conspiration criminelle ou une cabale politique. Chacun de ces aspects constituait d'après les nazis la menace d'une dissidence inadmissible. Tout en approuvant l'idée que l'homosexualité chez certains individus résultait d'un défaut congénital, les juristes et les médecins nazis ont également caractérisé le désir homosexuel comme une contagion qui pouvait infecter et corrompre même ceux qui n'étaient pas homosexuels par nature (24).

Par-dessus tout, les nazis pensaient que l'homosexualité perturbait la hiérarchie des sexes et son schéma strict d'agressivité masculine d'un côté, de soumission féminine et de devoir reproductif de l'autre, que le parti nazi préconisait comme stratégie principale pour rétablir la stabilité sociale. De plus, étant donné l'insistance des nazis sur les liens personnels au sein d'organisations politiques, militaires et sociales entièrement masculines comme base du pouvoir d'État, le régime tenait à empêcher ses propres institutions de faciliter par inadvertance des affections homosexuelles susceptibles de produire une force interne d'opposition (25).

Répondant à la campagne en cours du Comité Scientifique et Humanitaire pour abroger le Paragraphe 175, une déclaration de 1928 fournit un exemple caractéristique du discours anti-homosexuel du parti nazi :

« Il n'est pas nécessaire que vous et moi vivions, mais il est nécessaire que le peuple allemand vive. Et il ne peut vivre que s'il peut se battre, car vivre signifie combattre. Et il ne peut se battre que s'il maintient sa masculinité. On ne peut maintenir sa masculinité que si on exerce une discipline, notamment en matière d'amour. L'amour libre et la déviance sont indisciplinés... Nous rejetons donc toute forme de déviance, en particulier l'homosexualité, car elle nous prive de notre dernière chance de libérer notre peuple de l'esclavage qui l'asservit désormais » (26).

Destruction de la culture homosexuelle et du mouvement homosexuel (1933-1936)

En arrivant au pouvoir au début de 1933, les nazis ont agi rapidement pour faire de cette idéologie une politique nationale et élaborer des stratégies destinées à définir les homosexuels en tant que classe inférieure et le désir homosexuel en tant que force socialement perturbatrice. Ces objectifs sont évidents dans une série de mesures prises entre 1933 et 1936 qui ont abouti à la destruction du mouvement des droits des homosexuels et de la culture homosexuelle qui s'étaient développés depuis un siècle en Allemagne.

Dans le premier temps, en moins d'un mois après la nomination d'Adolf Hitler au poste de chancelier, le gouvernement a interdit les publications à caractère sexuel, y compris tous les

périodiques homosexuels, quel que soit leur contenu, et a interdit les organisations de défense des droits des homosexuels. Quatre semaines plus tard, des officiers SS ont saccagé l'appartement du directeur du Comité Scientifique et Humanitaire, Kurt Hiller (1885–1972), qui comme Hirschfeld était homosexuel, juif et socialiste ; une semaine plus tard, Hiller a été déporté au camp de concentration d'Oranienburg, où il a été torturé à plusieurs reprises au cours des neuf mois suivants avant d'être relâché par inadvertance (27).

La campagne pour détruire le mouvement homosexuel et pour éliminer les représentations homosexuelles se poursuivait le 6 mai 1933, lorsque plus de 100 étudiants nazis ont envahi l'Institut des Sciences Sexuelles de Hirschfeld. Ils ont transporté la bibliothèque et les archives de l'Institut pour alimenter dans la nuit du 10 mai un énorme autodafé de livres « non allemands » sur la place devant l'opéra de Berlin. Un buste grandeur nature de Hirschfeld a également été livré au feu (28).

Hirschfeld lui-même n'a pas été arrêté, grâce au fait qu'il était à l'étranger à la fin d'une tournée mondiale de conférences. Il a pourtant pu regarder le drame dans un film d'actualités qu'il a visionné quelques jours plus tard dans un cinéma parisien. En voyant les flammes en train de consumer son bibliothèque et ses archives, le fruit de quatre décennies de recherche, Hirschfeld crut assister à ses propres funérailles (29). Il demeura en exil jusqu'à sa mort en 1935 ; ses cendres ont été inhumées au cimetière de la Caucade, à Nice.

La maison d'édition d'Adolf Brand a également été attaquée. Entre mai et novembre 1933, la police est descendue cinq fois, s'emparant finalement de tout l'inventaire de livres et de revues constitué depuis presque 40 ans. « L'œuvre de toute ma vie a été détruite » a déclaré Brand dans une lettre (30). Cependant, Brand lui-même n'a pas été arrêté, probablement parce qu'il était marié à une femme et n'était ni juif ni gauchiste, et peut-être à cause de l'intervention d'un protecteur au sein du parti nazi. Il est resté à Berlin et sera tué avec son épouse lors d'un raid de bombardement allié en 1945 (31).

Les premiers mois de 1933 ont également vu le régime nazi porter son offensive anti-homosexuelle sur les lieux de sociabilité homosexuelle, la SA attaquant les bars et les boîtes de nuit. Parmi les premiers établissements fermés pour menace pour l'ordre public figurait le célèbre club Eldorado de Berlin, qui était resté une destination festive pour un public cosmopolite de femmes lesbiennes, d'hommes homosexuels, de personnes transgenres et de touristes avides à voir les prétendus milieux du vice (32).

Le grand et bel espace occupé par l'Eldorado sur la Motzstrasse a rouvert immédiatement, mais en bureau de propagande pour la campagne nazie lors des élections parlementaires de mars 1933 qu'Hitler a convoquées pour consolider son pouvoir peu après avoir été nommé chancelier. D'énormes croix gammées drapaient alors la façade, et une énorme bannière en lettres gothiques commandant « Votez pour Hitler » masquait un panneau devenu malheureusement obsolète qui avait proclamé « Ici, c'est OK ! » (33). Bien que quelques bars dispersés se soient efforcés de devenir des lieux de rencontre clandestins, éphémères et très risqués, le paysage diversifié de la vie nocturne homosexuelle de Weimar a rapidement disparu, pour redevenir comme l'était la terre mythique d'Eldorado, une chimère (34).

Pour le régime nazi, les accusations d'homosexualité se sont avérées avoir de multiples utilisations stratégiques. En juin et juillet 1934, par exemple, les affirmations selon lesquelles l'activité homosexuelle était répandue dans la SA ont fourni un prétexte pour une violente purge de l'organisation, qui avait interféré avec les projets nazis de conquérir la fidélité de l'armée

Allemande traditionnelle et des entreprises commerciales et industrielles. En l'espace de trois semaines, des officiers SS ont tué le chef SA, Ernst Röhm, et son adjoint, Edmund Heines, qui étaient homosexuels, ainsi qu'environ 300 autres individus dont l'écrasante majorité ne l'était pas. Beaucoup de ceux qui avaient été tués n'avaient rien fait de plus que de provoquer la petite colère d'un fonctionnaire SS, et certains étaient carrément victimes d'une erreur d'identité (35).

La purge de la SA, souvent appelée « la Nuit des Longs Couteaux », est importante pour plusieurs raisons :

- Elle a marqué l'ouverture d'une campagne de presse de diffamation anti-homosexuelle lancée par le ministre de la Propagande Joseph Goebbels, qui a non seulement semé la terreur parmi les homosexuels mais a également aidé les nazis à élaborer des tactiques de manipulation de l'opinion publique utiles à leurs objectifs plus larges de soi-disant purification sociale (36).
- Elle a démontré comment les mesures anti-homosexuelles et les accusations d'homosexualité pouvaient être utilisées pour terrifier et contrôler les non-homosexuels, comme les victimes aléatoires de la purge de Röhm : toute personne que le parti n'aimait pas faisait face à l'insinuation, mortelle, d'« homosexualisation ».
- Elle a marqué le premier déploiement par les nazis d'un nouvel instrument politique : le meurtre de masse opéré directement par l'État. En s'appuyant sur les préjugés sociaux existants, l'idéologie anti-homosexuelle avancée pour excuser la purge a sans aucun doute joué un rôle clé en facilitant l'acceptation publique de cette tactique. Et l'acceptation publique de ce premier massacre a encouragé les nazis à considérer que la porte était ouverte à de futures utilisations du meurtre de masse comme pratique de répression et persécution officielle.

En 1935, lors du premier anniversaire du meurtre de Röhm et peu de temps avant la promulgation des lois antijuives de Nuremberg, le gouvernement nazi a adopté de nouvelles mesures judiciaires contre le comportement homosexuel masculin. Allant au-delà des « actes de coït » proscrits en vertu du Paragraphe 175 du code impérial de 1871, la loi révisée autorisait la poursuite pour crime les baisers, les étreintes et les regards lubriques. Compte tenu de l'imprécision du statut et du caractère capricieux de la jurisprudence nazie, les révisions ont facilité considérablement les poursuites, comme l'indiquent les statistiques nationales sur les condamnations : 948 hommes ont été reconnus coupables en 1934 ; le nombre avait grimpé en flèche à 8 562 en 1938 (37).

Bien que le Paragraphe 175 n'ait pas été étendu aux lesbiennes, des juges ont néanmoins prononcé dans quelques cas dispersés des condamnations pour actes lesbiens ; les femmes étaient également parfois poursuivies en vertu du Paragraphe 176, qui interdisait aux personnes en position d'autorité de s'engager dans des relations sexuelles avec des personnes dont elles avaient la charge (38). En Autriche, les lesbiennes étaient confrontées à une menace juridique plus spécifique : la section de la loi autrichienne interdisant les contacts sexuels entre femmes était appliquée localement par les juges nazis après l'annexion du pays au Reich en 1938 (39).

La distinction générale entre les hommes homosexuels et les femmes lesbiennes dans la loi nazie était fondée sur des conceptions des rôles masculins et féminins et des pulsions reproductives, ainsi que sur des croyances concernant l'importance et les conséquences différentes de l'activité homosexuelle chez les hommes et chez les femmes. La Commission du

Code pénal nazi du ministère de la Justice a exposé cette théorie dans une déclaration de 1935 qui se prononçait contre les propositions de criminalisation des relations sexuelles entre femmes :

« En ce qui concerne les homosexuels, leur fertilité est gâchée ; ils ne procréent généralement pas du tout. Ce n'est pas vrai pour les femmes, ou du moins pas dans la même mesure. Le vice est plus répandu chez les hommes que chez les femmes (sauf pour le milieu de la prostitution). En ce qui concerne les femmes, c'est aussi moins évident, moins visible. Le danger de corruption par l'exemple est donc moindre. Une raison importante pour punir les relations entre personnes de même sexe est la dénaturation de la vie publique si des mesures décisives ne sont pas prises contre cette épidémie... Si une telle prédisposition ne peut être combattue, alors au moins ses activités peuvent l'être. Ce que l'on considérerait comme une dénaturation de la vie publique concerne moins les femmes, car les femmes jouent un rôle relativement limité dans la vie publique » (40).

Caractéristique de sa manie de centralisation bureaucratique et d'organisation, le gouvernement nazi a créé un département spécial au siège de la Gestapo à la suite de la purge menée contre Röhm pour collecter des dossiers sur les hommes homosexuels détenus par les bureaux de la police locale dans tout le Reich, avec un intérêt particulier pour les personnalités politiques. À la fin de 1936, cette unité a été reprise par le Bureau central du Reich pour la lutte contre l'homosexualité et l'avortement (41). Le double objet de cette nouvelle agence suggère à nouveau dans quelle mesure les politiques anti-homosexuelles du régime étaient motivées par l'idée que tous les Aryens adultes en bonne santé doivent payer leur dû à la « communauté nationale » (*Volksgemeinschaft*) par la reproduction. Le décret portant création du bureau le précise :

« Les dangers considérables que le nombre relativement élevé d'avortements encore pratiqués présente pour la politique démographique et la santé de la nation, et qui constituent une grave violation des fondements idéologiques du National-Socialisme, ainsi que les activités homosexuelles d'une partie non négligeable de la population, qui constitue une menace sérieuse pour les jeunes, exige des mesures plus efficaces contre ces maladies nationales, que cela n'a été le cas jusqu'à présent » (42).

Hommes et femmes homosexuels dans les camps de concentration (1933–1945)

Avec les opposants politiques au régime nazi, les homosexuels ont été l'une des premières catégories sociales à être internées dans les camps de concentration, environ cinq ans avant l'ordre d'interner les juifs uniquement pour des raisons raciales (43). Des recherches systématiques publiées par le sociologue Rüdiger Lautmann sur ce sujet ont révélé que les homosexuels et les proxénètes étaient déjà classés de façon distincte au camp de Fuhlsbüttel à l'automne 1933. Dachau a reçu des internés homosexuels identifiés comme tels au plus tard en 1934. Des centaines d'autres sont arrivés dans les deux camps lors des rafles précédant les Jeux Olympiques de 1936 à Berlin. Les homosexuels ont finalement été internés dans des dizaines de camps à travers le Reich ; ils sont restés l'une des catégories de prisonniers clairement identifiées jusqu'à la Libération (44).

Bien que l'internement soit une menace constante pour les homosexuels sous le régime nazi, il n'est ni uniforme ni systématique : la majorité des hommes condamnés pour délits

d'homosexualité pendant la période nazie, par exemple, semblent avoir évité le transport vers les camps. Environ 50 000 condamnations pénales ont été prononcées pour violation des interdictions légales contre les actes l'homosexuels entre 1935 et 1945 (45). En revanche, M. Lautmann extrapole à partir d'un examen des archives encore existantes des camps de concentration qu'environ 10 000 hommes (mais peut-être aussi peu que 5 000 ou jusqu'à 15 000) ont été internés comme homosexuels. Ces estimations incluent des hommes qui ont été transportés directement sans condamnation pénale en vertu d'ordonnances dites de « détention préventive » (46).

Sur la base de ces chiffres, à peine un homme sur cinq condamnés pour des délits homosexuels a finalement été transféré dans des camps ; les autres n'ont apparemment purgé que des peines de prison civile. L'explication de cette disparité réside sans aucun doute dans la distinction que les décideurs et les juristes nazis ont établie entre les « incidents causés par l'environnement » et « l'homosexualité habituelle », catégories qui recouvraient largement la distinction entre les cas « acquis » et « innés » qui avait été créée par la profession médicale allemande à propos des homosexuels depuis le milieu du XIXe siècle.

Compte tenu de cette réflexion, de nombreuses personnes reconnues coupables d'avoir enfreint le Paragraphe 175 auraient simplement commis une activité homosexuelle passagère. Pour eux, les nazis pensaient que la discipline pénitentiaire sévère, les travaux forcés, la psychothérapie, la castration (ou une combinaison de ces pratiques) offraient la possibilité d'une récupération sous une forme utile pour la communauté nationale, au pire en tant que travailleurs ou militaires, au mieux comme Aryens capables de remplir leur devoir reproductif. Ce fut le cas, par exemple, de Pierre Seel, un jeune de 17 ans, d'un département alsacien annexé, interné comme homosexuel en 1941. Il passa six mois terrifiants dans le camp de Schirmeck-Vorbrück avant d'être contraint de s'engager dans l'armée allemande (47).

En revanche, les récidivistes et ceux dont le comportement enfreignait les normes de genre étaient perçus comme démontrant une nature homosexuelle intrinsèque et immuable ; ils étaient davantage susceptibles d'être déportés et beaucoup moins d'être libérés. En outre, les personnes accusées de « corruption de mineurs » étaient particulièrement susceptibles d'être internées, car on pensait que leurs activités entraînaient la propagation de l'homosexualité chez les jeunes influençables (48).

Une analyse similaire de l'expérience des lesbiennes dans les camps de concentration n'est pas possible pour deux raisons : parce que les nazis n'ont pas interdit les actes sexuels lesbiens dans tout le Reich, les registres judiciaires ne fournissent pas une mesure statistique de l'intervention de l'État. En outre, les femmes lesbiennes qui se sont retrouvées dans les camps semblent presque invariablement avoir été transportées pour d'autres raisons que leur comportement homosexuel ; sauf dans quelques cas, les registres du camp n'identifient pas les lesbiennes et dans les cas où les registres indiquent qu'une internée était lesbienne, l'indication est généralement une sous-classification suivant la principale catégorie d'identification de l'internée (49).

Cependant, les données disponibles démontrent que les femmes lesbiennes étaient présentes dans au moins certains camps à certains moments en nombre visible. Parmi les femmes spécifiquement désignées comme classes distinctes pour l'internement, il y avait les prostituées et les récidivistes ayant eu une expérience en prison ; ces deux groupes comprenaient des femmes marginalisées de la classe ouvrière et de la pauvreté avec une sous-culture sexuelle fortement développée de relations entre femmes d'allure masculine (*butch*) et femmes d'allure

féminine (50). Une résistante française, par exemple, se souvient avoir vu de telles femmes au camp de Ravensbrück en 1943 :

« Il y avait un certain niveau de lesbianisme (parmi les criminelles, les asociales et les prostituées). Les " mâles " s'appelaient " Jules " et gravaient une croix sur le front de leurs " fidèles ", nous l'appelions la croix des vaches » (51).

Pour les femmes dont le comportement ne présentait pas de signifiants considérés comme transgenres, garder un mutisme absolu et se retirer complètement de tout lien avec l'activité homosexuelle était la seule stratégie possible pour survivre dans les camps, comme cela était déjà le cas pour de nombreux homosexuels des deux sexes dans la société allemande en général. Une autre survivante de Ravensbrück, une lesbienne apparemment internée comme prisonnière politique socialiste, a rappelé ses expériences de camp de 1941–1942 en ces termes :

« J'avais une gardienne de bloc, elle m'appelait : " Tu veux une cigarette ? " j'ai alors supposé qu'elle avait une tendance. Mais je n'avais absolument aucun contact. Je me suis toujours dit : " Attend que la guerre soit finie ». Je me suis bien comportée. " » (52).

Les hommes internés comme homosexuels n'avaient pas accès à cette invisibilité stratégiquement déployée. Dès la fondation des camps, les internés homosexuels de sexe masculin ont été identifiés par des marquages distinctifs, parmi lesquelles des brassards jaunes portant la lettre majuscule « A » (probablement pour *arschficker*, l'allemand pour « enculé »), de gros points noirs ou le numéro 175 (une référence au Paragraphe 175 du code pénal) (53). Au fil du temps, un triangle de tissu rose est apparu comme marque pour les hommes homosexuels. L'emblème est sans aucun doute apparu dans tout le système lorsque l'administration des camps a été réformée en 1936, date à laquelle la bureaucratie centrale a imposé une taxinomie standard du marquage des internés (54).

Les conditions de vie de tous les internés dans les camps étaient extrêmement dures, mais les hommes homosexuels semblent dans la plupart des camps avoir été confrontés à des contextes particulièrement sévères. Contrairement aux Juifs, aux Sintis et aux Roms, les internés homosexuels en tant que catégorie n'ont jamais été la cible d'exterminations systématiques dans des camps conçus pour servir de machines de mort. Néanmoins, ils avaient apparemment le taux de survie le plus bas de tous les groupes de prisonniers en dehors de ces catégories raciales. M. Lautmann estime que 60% des internés homosexuels sont morts dans les camps, dont les trois quarts au cours de leur première année d'internement, contre 41% des internés politiques et 35% des Témoins de Jéhovah (55).

Ces chiffres sont sans aucun doute la conséquence de plusieurs facteurs, dont chacun donne un aperçu de l'expérience des homosexuels dans les camps de concentration :

- Les gardiens ont fréquemment choisi les internés homosexuels de sexe masculin pour les sévices physiques et la torture. Comme l'a rappelé plus tard un détenu de Dachau « (Les internés du triangle rose) ont été particulièrement harcelés par les SS, humiliés de la manière la plus dégradante et punis physiquement à chaque occasion » (56).
- Les internés homosexuels ne représentaient souvent pas plus d'un pour cent de la population totale dans un camp donné, de sorte que la mise en place d'un soutien mutuel, le commerce sur les marchés noirs du camp et le troc pour de meilleures positions dans la hiérarchie du camp leur étaient largement inaccessibles. Cette situation était exacerbée par le fait que les

internés du triangle rose étaient contraints de limiter leurs contacts les uns avec les autres et avec les détenus n'appartenant pas à leur propre groupe, car le moindre signe de complicité pouvait être considéré comme la preuve de leur échec à se réformer. En revanche, les criminels de droit commun et les prisonniers politiques, plus nombreux, plus expérimentés dans la vie carcérale et les réseaux de solidarité, et plus aptes à s'associer sans éveiller les soupçons, avaient comparativement plus de chances à survivre dans les camps.

- Les hommes homosexuels étaient dans au moins certains cas représentés de manière disproportionnée parmi les détenus choisis pour des expériences médicales. Par exemple, Eugen Kogon, un prisonnier politique qui était commis au service médical à Buchenwald de 1942 à 1945, a noté que les sujets expérimentaux dans ce camp « étaient généralement des condamnés et des homosexuels, avec quelques prisonniers politiques de toutes nationalités. » Il a rappelé qu'un groupe d'homosexuels avait été délibérément infecté par le typhus, tandis que d'autres avaient été soumis à des implants d'hormones synthétiques dans une tentative expérimentale de supprimer leurs désirs homosexuels (57).
- Les internés homosexuels ont été affectés dans des pourcentages nettement plus élevés aux commandos de travail les plus exténuants et les plus dangereux, y compris la gravière et le rouleau de rue à Dachau, la carrière d'argile à Sachsenhausen, les dynamitages des tunnels sur le chantier de Dora, la carrière de pierre à Buchenwald, et les corvées de ramassage des bombes non explosées après des raids aériens à Hambourg. Les hommes affectés à ces commandos avaient un taux de survie encore plus faible que les autres détenus des camps (58).

Le sort des victimes homosexuelles dans la période d'après-guerre (1945–2021)

Comme tous les internés des camps de concentration nazis, de nombreux homosexuels qui ont survécu jusqu'à la Libération sont morts peu après, des conséquences de leur calvaire. Mais contrairement aux internés raciaux, ethniques, religieux et politiques, les hommes homosexuels n'ont pas nécessairement été libérés à l'arrivée des soldats alliés dans les camps. Des documents indiquent que dans certains cas au moins, les responsables de l'occupation alliée ont renvoyé les détenus homosexuels dans le système pénitentiaire traditionnel, les considérant comme des délinquants sexuels qui avaient mérité la punition donnée par les nazis et ont continué à mériter d'être punis après la chute du régime (59).

La défaite du Troisième Reich n'a pas apporté de liberté aux homosexuels. Après la guerre, la Cour fédérale d'Allemagne de l'Ouest a refusé d'annuler la révision nazie de 1935 du Paragraphe 175, jugeant dans une décision inique que les interdictions contre les baisers, les attouchements et les regards de même sexe étaient légalement autorisées, arguant qu'elles ne représentaient pas une interdiction judiciaire « typiquement national-socialiste. » (60). La loi est restée en vigueur en Allemagne de l'Ouest (RFA) jusqu'en 1969, aboutissant à plus de 47 000 condamnations dans la période post-nazie. En Allemagne de l'Est (RDA), la loi nazie a été maintenue jusqu'en 1950, mais dans les faits le texte pré-nazi du Paragraphe 175 a été appliqué jusqu'en 1967. Les statistiques d'arrestations pour la RDA ne sont pas disponibles, mais on peut estimer que le nombre est inférieur à celui de la RFA (61).

Écrivant sous le pseudonyme de « Bert Micha » dans une lettre d'information privée en Allemagne de l'Ouest en 1958, un homosexuel survivant des camps de concentration a critiqué cette injustice persistante et a clairement exposé le silence personnel et l'invisibilité historique qu'elle imposait :

« Or, parmi tous les groupes de victimes, il en est un qui n'apparut jamais dans la lumière de la publicité, qui ne se plaignit pas des dommages subis, qui ne rencontra aucune compréhension auprès des journaux ni des administrations ni des organisations de défense des intérêts des anciens internés : ce sont les homosexuels. Parce que l'article 175 du Code pénal allemand (cet article 175 autour duquel on discute depuis des dizaines d'années) fait des homosexuels des criminels, ceux-ci ne trouvèrent dans le public aucune pitié, et bien entendu ne purent prétendre à aucun dédommagement. Jusqu'à ce jour, personne n'a cherché à savoir combien d'homosexuels furent les victimes des poursuites nazies, ni ce qu'ils ont retrouvé de leur existence et de leurs biens, quand ils ont survécu. » (62).

Dans une dernière injustice, et contrairement à la plupart des autres groupes ciblés par la persécution, les survivants homosexuels ont été systématiquement exclus des programmes gouvernementaux mis en place pour fournir un soutien et des réparations aux victimes du régime nazi. On sait que seulement 22 homosexuels survivants ont reçu une compensation sous une forme ou une autre de la part du gouvernement allemand, et qu'en Autriche seuls deux hommes homosexuels ont reçu une compensation du fonds national finalement créé en 1995. (63).

Même en ce qui concerne la reconnaissance purement symbolique, les victimes homosexuelles ont dû attendre plus d'un demi-siècle après la fin du régime nazi avant de recevoir des excuses officielles du parlement allemand en décembre 2000. Après un an et demi de débats supplémentaires, les législateurs ont finalement voté en mai 2002 pour gracier les personnes condamnées en vertu du Paragraphe 175 à l'époque nazie, mais n'a pas abordé la question de l'octroi de réparations individuelles pour donner corps à leur reconnaissance formelle des profondes injustices commises par le régime nazi (64).

Plus récemment, le parlement allemand a pris des mesures modestes pour effectuer des réparations culturelles, d'abord en fournissant des moyens financiers et un lieu pour un monument public à Berlin à la mémoire des victimes homosexuelles des nazis, dévoilé en mai 2008 (65). De plus, les élus ont voté 10 millions d'euros pour créer en octobre 2011 la Bundestiftung Magnus-Hirschfeld, une fondation dédiée à des initiatives qui soutiennent le souvenir de Magnus Hirschfeld, promeuvent l'éducation et la recherche, et luttent contre la discrimination sociale envers les personnes LGBTQI en Allemagne (66). De telles mesures servent sans aucun doute à éduquer le public sur l'histoire de la persécution anti-homosexuelle sous le régime nazi et à honorer la mémoire de ceux qui ont péri, mais elles sont arrivées largement trop tard pour les victimes elles-mêmes : Rudolf Brazda (1913–2001), le dernier des hommes reconnus comme déportés en tant que triangle rose, est mort en France à l'âge de 98 ans en août 2011 (67).

Conclusion : la persécution des homosexuels et l'Holocauste

Comme on a pu le voir, la persécution nazie des homosexuels était sévère, mais c'était une entreprise différente à la fois en nature et en étendue, du génocide perpétré contre les juifs. Contrairement au peuple juif, les homosexuels n'ont pas été confrontés à une identification et à un enlèvement, systématique et impitoyable, de la population allemande et des pays occupés par l'Allemagne. Contrairement au peuple juif, les homosexuels en tant que catégorie n'étaient pas condamnés par l'État à une extermination de masse dans les camps de la mort. Et contrairement au peuple juif, la majorité des hommes homosexuels et des femmes lesbiennes

sous le régime nazi, bien que contraints au silence, au secret et à la peur, ont pu trouver les moyens de survivre.

On peut cependant considérer la mise en œuvre par les nazis de leurs politiques anti-homosexuelles comme une étape intégrante dans la mise en pratique de l'idéologie de la purification sociale qui a finalement conduit à l'annihilation de 6 millions de Juifs. Les mesures prises contre la sous-culture homosexuelle et le mouvement homosexuel au cours des quatre premières années du régime hitlérien ont aidé les nazis à établir une technologie et une bureaucratie de stigmatisation, d'isolement et de persécution contre un groupe social qui faisait déjà l'objet de préjugés populaires. Contrairement aux premiers efforts du régime pour cibler les juifs, une telle persécution des homosexuels n'a suscité aucune inquiétude de la part des puissances étrangères ou des factions traditionnalistes au sein du gouvernement allemand (68).

Chacune des méthodes initialement déployées contre les homosexuels entre 1933 et 1936, y compris la destruction des lieux de vie et des réseaux culturels et sociaux, la mise sous silence des moyens de communication, l'envoi de membres d'un groupe méprisé vers des camps de concentration, et l'application du meurtre de masse parrainé par l'État, a été portée par la suite à un degré d'élaboration systématique dans l'Holocauste contre la communauté juive européenne. Les objectifs de la persécution nazie des homosexuels et du génocide des juifs différaient considérablement, mais les faits démontrent un lien direct dans le développement historique des moyens de ces deux persécutions.

Le sort des homosexuels sous le régime nazi mérite une place dans le domaine de la mémoire publique. En même temps, il faut rappeler que les homosexuels n'étaient qu'une des cibles des nazis. En fin de compte, nous devons pleurer la perte de tous ces peuples et ces cultures qui ont disparu dans la nuit noire de la destruction au milieu du XXe siècle. Que nous soyons juifs ou LGBTQI, des personnes vivantes avec de handicaps psychologiques ou physiques, des travailleurs du sexe ou des sans-abris, que nous soyons membres de groupes raciaux, ethniques, politiques ou religieux marginalisés, nous sommes liés ensemble dans notre douloureuse interrogation du passé et en restant vigilants pour l'avenir, nous nous joignons à tous ceux qui luttent pour la dignité individuelle et les [droits humains](#).

(Traduction Christian de Leusse, 2021)

Notes (non traduites) :

¹ Alan Bérubé, *Coming Out Under Fire: The History of Gay Men and Women in World War Two* (New York City: Free Press, 1990), p. 200.

² On the social history of homosexuality in Germany in the 19th and early-20th centuries, see James Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement in Germany* (New York City : Arno Press, 1975), pp. 13-16 and *passim*, and Wolfgang Theis and Andreas Sternweiler, "Alltag in Kaiserreich und in der Weimarer Republik," in Berlin Museum, *Eldorado: Homosexuellen Frauen und Männer in Berlin 1850-1950—Geschichte, Alltag, und Kultur* (Berlin: Frölich und Kaufmann, 1984), pp. 49-61.

³ See Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, pp. 5, 10, 21.

⁴ See Richard Plant, *The Pink Triangle : The Nazi War Against Homosexuals* (New York City : Henry Holt and Company, 1986), p. 31f., and Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, p. 9f.

⁵ See John C. Fout, "Sexual Politics in Wilhelmine Germany : The Male Gender Crisis, Moral Purity, and Homophobia," *Journal of the History of Sexuality*, vol. 2, no. 3 (January 1992): pp. 388-421, citation pp. 403-

417; on the castration policy, see Geoffrey J. Giles, "'The Most Unkindest Cut of All': Castration, Homosexuality and Nazi Justice," *Journal of Contemporary History*, vol. 27 (1992): pp. 41-61, citation p. 44.

⁶ See Magnus Hirschfeld, *Berlins drittes Geschlecht* (Berlin and Leipzig : H. Seeman, 1904), *passim* ; Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, pp. 23f, 27, 78f, and *passim* ; Theis and Sternweiler in Berlin Museum, pp. 56-73 ; and Claudia Schoppman, *Days of Masquerade: Life Stories of Lesbians During the Third Reich* (New York City: Columbia University Press, 1996), pp. 2-4.

⁷ Hirschfeld, *Berlins drittes Geschlecht*; translated from the French edition published as *Le Troisième sexe: Les homosexuels de Berlin* (Paris: Librairie Médicale et Scientifique Jules Rousset, 1908), p. 56. "Uranians" is a 19th-century term for homosexuals; see note 9 for further details.

⁸ See Ruth Margarete Roellig, *Berlins lesbische Frauen* (Naunhof-bei-Leipzig : Bruno Gebauer Verlag für Kulturprobleme, 1928); the bilingual German-French edition I have consulted is *Les lesbiennes de Berlin* (Lille: Cahiers Gai-Kitsch-Camp, 1992), pp. 94ff. Also see Monika Hingst, Manfred Herzer, Karl-Heinz Steinle, Andreas Sternweiler and Wolfgang Theis (eds.), *Goodbye to Berlin ? 100 Jahre Schwulenbewegung* (Berlin : Verlag rosa Winkel, 1997), pp. 127f ; this publication includes a 1932 photograph of the exterior.

⁹ Karl Heinrich Ulrichs, *Vindicta* (1865), reprinted in Karl Heinrich Ulrichs, *The Riddle of Man-Manly Love : The Pioneering Work on Male Homosexuality*, vol. 1 (Buffalo, N.Y. : Prometheus Books, 1994), p. 109 ; translated from the German by Michael A. Lombardi-Nash. Ulrichs developed a variety of neologisms to describe his new sexual taxonomy. "Uranian" is the term he applied to feminine men sexually attracted to masculine men ; "dionian" is his term for the attraction of men to women.

¹⁰ On Ulrichs in general, see Hubert Kennedy, *Karl Heinrich Ulrichs: Pioneer of the Modern Gay Movement* (San Francisco: Peremptory Publications, 2002). The full text is available for free download on the author's website; consulted September 9, 2021: <https://hubertkennedy.angelfire.com>. For Ulrichs's writing and legal activism on behalf of "urnings" in the 1860s, see ch. 4–ch. 9 *passim*. Ulrichs lived the last years of his life in Sicily, where he died in 1895 ; his grave is in the cemetery of Aquila.

¹¹ On Hirschfeld's theories about homosexuality, see James D. Steakley, "Per Scientiam ad Justitiam: Magnus Hirschfeld and the Sexual Politics of Innate Sexuality," in Vernon A. Rosario (ed.), *Science and Homosexualities* (New York City: Routledge, 1997), pp. 133-154.

¹² On the Scientific-Humanitarian Committee, see Manfred Herzer, "Das Wissenschaftlich humanitäre Komitee," in Hingst, et al., pp. 37-47.

¹³ On Brand and the Community of Self-Owners, see Harry Oosterhuis (ed.), *Homosexuality and Male Bonding in Pre-Nazi Germany* (Binghamton, N.Y. : Haworth Press, 1991), pp. 2-8, 245-247, and *passim*.

¹⁴ See Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, p. 82 ; also see Plant, p. 41, and Schoppman, *Days of Masquerade*, p. 4.

¹⁵ See Lillian Faderman and Brigitte Erickson (eds.), *Lesbians in Germany, 1890s–1920s* (Tallahassee, Fla.: Naiad Press, 1990), pp. xii-xiii, and Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, pp. 40-42.

¹⁶ Quoted in Faderman and Erickson, p. xiii.

¹⁷ See Faderman and Erickson, pp. xiv-xvi, and Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, pp. 40-42.

¹⁸ See Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, pp. 24-30.

¹⁹ On Hirschfeld and the Institute for Sexual Science, see "Institute for Sexual Science (1919–1933)," a virtual exhibition curated in 2002 by the Magnus-Hirschfeld-Gesellschaft, Berlin; consulted September 9, 2021: www.magnus-hirschfeld.de/ausstellungen/institut-fur-sexualwissenschaft-1919-1933. Also see Charlotte Wolff, *Magnus Hirschfeld: Portrait of a Pioneer in Sexology* (London: Quartet Books, 1986), ch. 9; and Manfred Baumgart, "Das Institut für Sexualwissenschaft und die Homosexuellenbewegung in der Weimarer Republik," in Berlin Museum, pp. 31-33.

²⁰ For an overview of the post-World War I situation in Germany and the position of homosexuals in the period, see Plant, ch. 1.

²¹ Quoted in Wolff, p. 198 ; she does not name the newspaper.

²² For accounts of the 1921 and 1923 attacks, see Wolff, pp. 196-198 and 218, and Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, p. 88.

²³ See Plant, p. 44.

²⁴ See Harry Oosterhuis, "Medicine, Male Bonding and Homosexuality in Nazi Germany," *Journal of Contemporary History*, vol. 32, no. 2 (April 1997): pp. 187–205.

²⁵ See Oosterhuis, "Medicine, Male Bonding and Homosexuality in Nazi Germany," pp. 194ff.

²⁶ Quoted in Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, p. 84.

²⁷ For an overview of the Nazis' anti-homosexual activities in 1933, see Plant, pp. 50f, 209-211.

²⁸ On the destruction of the Institute, see Magnus-Hirschfeld-Gesellschaft, "Institute for Sexual Science (1919–1933)"; also see James Steakley, "Anniversary of a Book Burning," *The Advocate* (June 9, 1983): 18-19, 57.

²⁹ *Anthropos*, no. 1–2 (1934) ; quoted in Steakley, *The Homosexual Emancipation Movement*, p. 105.

³⁰ Quoted in Günter Grau (ed.), *Hidden Holocaust? Gay and Lesbian Persecution in Germany, 1933-45* (London : Cassell, 1995), p. 34.

³¹ See Oosterhuis, *Homosexuality and Male Bonding in Pre-Nazi Germany*, p. 7.

³² For the makeup of the clientele at the Eldorado, see the sources in note 8.

³³ See the photo collage of closed bars published in the Viennese periodical *Der Notschrei* (May 1933): p. 6. The entire page is reproduced in Hingst, et al., p. 154 ; also see the caption on p. 155.

³⁴ On bars as homosexual gathering-places in Berlin in the Nazi era, see Carola Gerlach, "Außerdem habe ich dort mit meiner Freund getanzt," in Andreas Pretzel and Gabriele Roßbach (eds.), *Wegen der zu erwartenden hohen Strafe : Homosexuellenverfolgung in Berlin 1933–1945* (Berlin: Verlag rosa Winkel, 2000), pp. 305-332.

³⁵ On Röhm and the purge of the SA, see Plant, ch. 53. Also see Max Gallo, *The Night of Long Knives* (New York City : Harper and Row, 1972), *passim*.

³⁶ On the propaganda campaign, see Hans-Georg Stümke, "From the 'People's Consciousness of Right and Wrong' to 'The Healthy Instincts of the Nation': The Persecution of Homosexuals in Nazi Germany," in Michael Burleigh (ed.) *Confronting the Nazi Past : New Debates on Modern German History* (London : Collins and Brown, 1996), pp. 154-166 ; citation pp. 157f.

³⁷ On the revisions to §175, see Plant, pp. 69, 110. For the statistics on convictions, see Stümke, p. 160.

³⁸ See Schoppmann, *Days of Masquerade*, pp. 20f.

³⁹ See Claudia Schoppman, *Verbotene Verhältnisse: Frauenliebe 1938-1945* (Berlin: Querverlag, 1999), *passim*.

⁴⁰ Quoted in Schoppman, *Days of Masquerade*, p. 16.

⁴¹ On the Gestapo department and the Reich Central Office, see Stümke, pp. 158f.

⁴² Quoted in Stümke, p. 159.

⁴³ See Falk Pingel, "Concentration Camps," in Israel Gutman (ed.), *Encyclopedia of the Holocaust*, vol. 1 (New York City : Macmillan, 1990), p. 311.

⁴⁴ On homosexual men in the camps, see Rüdiger Lautmann, "The Pink Triangle: The Persecution of Homosexual Males in Concentration Camps in Nazi Germany," in Salvatore J. Licata and Robert P. Peterson (eds.), *Historical Perspectives on Homosexuality* (New York City: Haworth Press/Stein and Day, 1981), pp. 141-160; Rüdiger Lautmann, "Gay Prisoners in Concentration Camps as Compared with Jehovah's Witnesses and Political Prisoners," in Michael Berenbaum (ed.), *A Mosaic of Victims: Non-Jews Persecuted and Murdered by the Nazis* (New York City: New York University Press, 1990), pp. 200-206; and Grau, part 4.

A number of memoirs and oral histories of homosexual male survivors have been published, especially in the past 20 years. For book-length accounts, see Heinz Heger (pseudonym of Hans Neumann), *The Men with the Pink Triangle* (Boston : Alyson Publications, 1994), which recounts the memoirs of an Austrian homosexual, Josef Kohout, who survived six years in Sachsenhausen and Flossenbürg; and Pierre Seel, *Moi, Pierre Seel, deporté homosexuel* (Paris: Calmann-Levy, 1994), the memoirs of an Alsatian interned in the Schirmeck-Vorbrück camp.

For shorter texts, see the testimonies of J.A.W., Karl and Erich in Jürgen Lemke, *Gay Voices from East Germany* (Bloomington, Ind.: Indiana University Press, 1991). Also see the testimonies of Karl B., David F., Jacob K., Karl Lange and Friedrich-Paul von Groszheim, all collected in Lutz van Dijk, *Ein erfülltes Leben, trotzdem—: Erinnerungen Homosexueller, 1933–1945; elf biographische Texte* (Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1992).

In addition, three widely distributed documentary films have presented survivor testimonies: Stuart Marshall (director), *Desire: Sexuality in Germany, 1910-1945* (Maya Vision, 1989); Elke Jeanrond and Josef Weishaupt (directors), *Wir hatten ein großes "A" am Bein* (Norddeutscher Rundfunk, 1990); and Rob Epstein and Jeffrey Friedman (directors), *Paragraph 175* (Telling Pictures, 2000).

⁴⁵ The estimated total is extrapolated from conviction statistics given by Grau, p. 154, and Hans-Georg Stümke and Rudi Finkler, *Rosa Winkel, Rosa Listen: Homosexuelle und "gesundes Volkempfinden" von Auschwitz bis Heute* (Hamburg: Rohwohlt, 1981), p. 262. Note that the number of individuals convicted was certainly somewhat lower than the total number of convictions, as at least some men undoubtedly were convicted more than once.

⁴⁶ See Lautmann, "The Pink Triangle," p. 146. Some critics suggest that Lautmann's figures may be too conservative; for a discussion, see Johansson and Percy, pp. 548-550.

⁴⁷ See Seel, pp. 37ff.

⁴⁸ See Grau, p. 6f.

⁴⁹ For the rare cases of lesbians interned as such and for camp records mentioning lesbianism, see Schoppman, *Days of Masquerade*, pp. 20-23.

⁵⁰ On lesbians in the camps, see Schoppmann, *Days of Masquerade*, pp. 20-23. Also see Plant, pp. 114-116 ; and Fania Fénelon (with Marcelle Routier), *Playing for Time* (New York City: Atheneum, 1977), pp. 142-151, 198-201, 212-222.

⁵¹ Quoted in Anton Gill, *The Journey Back from Hell: Conversations with Concentration Camp Survivors—An Oral History* (New York City: Avon Books, 1988), p. 327. The expression *croix des vaches* ("bitch's cross," or literally "cow's cross") is a mean-spirited reference to the *croix de guerre*, a prestigious French combat medal.

⁵² Quoted in Terrie Couch, "The Legacy of the Black Triangles : An American and a German Lesbian Survivor of the Concentration Camps," *Windy City Times*, vol. 6, no. 34 (May 9, 1991), p. 19.

⁵³ See Lautmann, "The Pink Triangle," p. 148.

⁵⁴ See Wolfgang Sofsky, *The Order of Terror : The Concentration Camp* (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1997), p. 118. Note that there was no distinctive insignia for lesbians in the camps. The notion that a black triangle served this purpose has emerged in the lesbian and gay community in several countries since the 1980s, but this clearly reflects modern folklore rather than historical evidence. The Nazis in fact used a black triangle as a marker for "asocials," a category of internees that included sex workers, the homeless and the unemployed of both sexes, but that did not specifically include lesbians as such. See Lucinda Zoe, "The Black Triangle," *Lesbian Herstory Archives Newsletter*, no. 12 (June 1991): p. 7. On internees classed as asocials, see Robert Gellately and Nathan Stoltzfus (eds.), *Social Outsiders in Nazi Germany* (Princeton, N.J. : Princeton University Press, 2001), pp. 11- 13, as well as comments in several of the essays in the book.

⁵⁵ See Lautmann, "The Pink Triangle," p. 147, and "Gay Prisoners," p. 204.

⁵⁶ Quoted in Lautmann, "The Pink Triangle," p. 147.

⁵⁷ Eugen Kogon, *The Theory and Practice of Hell: The German Concentration Camps and the System Behind Them* (New York City: Octagon Books, 1979), p. 144. Kogon also described the experiments as the lead author of the 1945 report which the Psychological Warfare Division of the Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces prepared in the month after liberating Buchenwald ; this report remained unpublished until 1995. See David A. Hackett (ed. and translator), *The Buchenwald Report* (Boulder, Colo.: Westview Press, 1995), pp. 71f, 79. On medical experiments involving homosexuals, also see Plant, pp. 175-179.

⁵⁸ With the exception of the information from Kogon, the analysis in this section generally follows Lautmann, "The Pink Triangle," pp. 147-159. Also see Plant, pp. 179-180.

⁵⁹ See Plant, p. 181.

⁶⁰ See Stümke, p. 165 ; he does not cite the date or caption of the opinion.

⁶¹ See Pink Triangle Coalition, "Proposal for a *Cy Pres* Allocation for Homosexual Victims of the Nazis," Holocaust Victim Assets Litigation (Swiss Banks), submitted to the United States Federal Court for the New York District, Nov. 7, 2001, p. 25f.

⁶² Published in the autumn 1958 issue of *Die Runde*, newsletter of the Kameradschaft die Runde, a private homosexual social group in Reutlingen, near Stuttgart. A French translation appeared as B. M., "Les homophiles dans les camps de concentration de Hitler," *Arcadie*, no. 82 (October 1960); the full article is available in the

“Textes: Les années noires” section of Triangles Roses: La Persécution des homosexuels sous le régime nazi; consulted September 9, 2021: <http://triangles-roses-photos.blogspot.com/2009/07/les-homophiles-dans-les-camps-dhitler.html>.

⁶³ See the discussion in Pink Triangle Coalition, p. 26f. Approximately 30 homosexual victims are known to have made unsuccessful demands for reparations. For examples, see Klaus Müller, “Introduction,” in Heger, p. 14 ; also see Stefan K. (pseudonym of Teofil Kosinski), “I Am Stefan K.,” in Lutz Van Dijk, *Damned Strong Love* (New York City: Henry Holt, 1995), pp. 131-134.

⁶⁴ On the apology, see Rex Wockner, “Bundestag Apologizes to Gays,” *San Francisco Bay Times* (Dec. 21, 2000), p. 15. The action was taken on Dec. 7, 2000, by the lower house of the German parliament. On the pardon, which was passed by the parliament on May 17, 2002, see “Nazi-Era Gays Pardoned,” *The Advocate* (May 21, 2002).

⁶⁵ See Anika Oettler (ed.), *Das Berliner Denkmal für die im Nationalsozialismus verfolgten Homosexuellen: Entstehung, Verortung, Wirkung* (Bielefeld: Transcript Verlag, 2017).

⁶⁶ See “Über die Stiftung,” Bundesstiftung Magnus-Hirschfeld (2021); consulted September 9, 2021: <https://mh-stiftung.de/ueber-die-stiftung/?cookie-state-change=1631237076439>.

⁶⁷ On Rudolf Brazda, see Rudolf Brazda and Jean-Luc Schwab, *Itinéraire d'un triangle rose* (Paris: Editions J'ai Lu, 2013), and Alexander Zinn, *"Das Glück kam immer zu mir": Rudolf Brazda—Das Überleben eines Homosexuellen im Dritten Reich* (Frankfurt-am-Main: Campus Verlag, 2015).

⁶⁸ These opposition forces initially slowed implementation of the Nazis' anti-Semitic program ; see Yehuda Bauer, *A History of the Holocaust* (New York City : Franklin Watts, 1982), pp. 98ff.